

## **Irak : après la guerre, on fait quoi ? - 1/4**

**Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont mis 3 semaines à faire tomber le régime de Saddam Hussein, installé depuis 30 ans. Avenir politique de l'Irak, partage du pétrole, rôle de l'ONU dans les relations internationales... Le plus dur reste à faire...**

### **1) L'Irak avait-elle des armes de destruction massive ?**

Invoquée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour déclencher la guerre, la présence d'armes de destruction massive sur le sol irakien n'avait pas été prouvée (à ce jour, soit le 15 mai 2003). Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a admis, début avril, que les forces américaines et britanniques "devaient encore trouver et sécuriser les armes de destruction massive de l'Irak".

Une inspection de l'Irak, menée sous l'égide de l'ONU, était en cours lorsque Washington et Londres ont lancé la guerre le 20 mars. Malgré d'importants moyens, cette mission n'avait pas mis la main sur des armements prohibés, mis à part des missiles d'une portée excessive. "Je crois que les Américains ont commencé la guerre en croyant" qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak, "mais je pense qu'ils y croient moins maintenant", a estimé le 9 avril, jour de la prise de Bagdad, Hans Blix, qui dirigeait l'équipe des inspecteurs de l'ONU.

### **2) Combien de victimes la guerre a-t-elle fait ?**

Il n'y a guère d'estimation fiable du nombre de victimes. On sait simplement que les hôpitaux, à Bagdad, sont débordés, que certains d'entre eux, au plus fort des combats, ont vu arriver jusqu'à 100 blessés chaque heure, entre samedi 5 et dimanche 6 avril, sans qu'une distinction soit faite entre blessés civils et militaires. Le gouvernement irakien parlait, début avril, après les grandes batailles qui ont eu lieu dans le sud du pays et avant la prise de Bagdad, de 800 morts, sans distinguer les civils des militaires, tout en précisant que la majorité étaient des civils.

Le nombre des blessés estimé par les autorités irakiennes dépassait les 5 000. En ce qui concerne les militaires, depuis les combats des derniers jours, les estimations données par la presse américaine au moment de la prise de Bagdad vont de 5 000 à 10 000 soldats irakiens tués. Du côté des forces de la coalition, on dénombrait une centaine de soldats américains morts et quelque 150 blessés. Côté britannique, les pertes s'élèveraient à une trentaine de soldats. Enfin, à noter : le nombre élevé de journalistes morts durant le conflit puisque une quinzaine ont payé de leur vie le droit de l'information.

### **3) Qui va gouverner l'Irak ?**

Un mois après le début de l'offensive américano-britannique, alors que Saddam Hussein n'avait toujours pas été retrouvé, le général américain à la retraite Jay Garner est arrivé le 21 avril à Bagdad pour prendre ses fonctions d'administrateur civil provisoire de l'Irak. Ce proche du secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, entouré d'une équipe de quelque 400 experts, militaires, diplomates, juristes et fonctionnaires irakiens exilés, a pour mission de piloter la reconstruction de l'Irak, ravagé par la guerre et les pillages, et faciliter la mise en place d'un gouvernement démocratique.

Le scénario américain de l'après-Saddam Hussein comporte 3 phases : une administration militaire directe américaine avec le général Jay Garner à la tête d'un "bureau de reconstruction et d'assistance humanitaire"; une administration civile intérimaire associant des Irakiens de l'intérieur du pays et de l'extérieur ; enfin, des élections libres qui assureraient la "transition démocratique" et "ne se tiendraient pas avant 6 mois", d'après Paul Wolfowitz, l'adjoint du secrétaire américain de la défense Donald Rumsfeld.

Imprécis sur les délais et sur la légitimité juridique des décisions que pourrait prendre cette administration de transition, ce plan ne semble pas recueillir l'assentiment du secrétaire d'Etat Colin Powell, ni de la majorité des

## **Irak : après la guerre, on fait quoi ? - 2/4**

membres du Conseil de sécurité de l'ONU, dont la Grande-Bretagne. Tous souhaiteraient voir les Nations unies jouer un rôle central dans le scénario irakien, alors que le président W. Bush semble vouloir cantonner l'organisation à un rôle humanitaire.

### **4) L'unité du pays est-elle menacée ?**

Le pouvoir de Saddam Hussein reposait sur la minorité arabe des musulmans sunnites. Après la première guerre du Golfe, en 1991, les chiites, majoritaires et basés principalement dans le sud du pays, avaient tenté un soulèvement réprimé dans le sang par Saddam Hussein. Ils pourraient aujourd'hui profiter d'un régime démocratique pour prendre le pouvoir à Bagdad et rapprocher l'Irak de son voisin l'Iran chiite.

Au nord, les Kurdes, sunnites et non arabes, sont tentés, eux aussi, de profiter de la défaite de Saddam Hussein pour se détacher de l'Irak. Des milliers d'entre eux se sont précipités, le 10 avril, dans la ville pétrolière de Kirkouk, dont ils voulaient faire la capitale de leur région, autonome au sein d'un Etat fédéral irakien.

Tous rêvent d'indépendance, mais le réalisme semble l'emporter. Toutes les factions de l'opposition sont d'accord pour une solution fédéraliste qui permettrait à l'Irak de conserver son unité tout en préservant les différences entre ses peuples.

### **5) Qui va payer la reconstruction ?**

Le coût total de la reconstruction varie, selon les estimations, entre 50 et 100 milliards de dollars (soit entre 46 et 92 milliards d'euros). Qui va les financer ? Pour l'Union européenne, les Nations unies doivent jouer un rôle central dans ce processus. La banque mondiale a elle aussi plaidé dans ce sens en s'affirmant, tout comme le FMI, prête à participer à cette reconstruction, tout en précisant qu'elle avait besoin de l'autorisation de l'ONU pour agir.

En attendant, Grande-Bretagne et Etats-Unis ont déjà débloqués des sommes sur leur propre budget. Mais l'attribution du premier gros contrat au géant californien de bâtiment et travaux publics Bechtel, considéré comme un important donateur des partis politiques à Washington, a provoqué une forte polémique sur les méthodes américaines.

### **6) Les Américains vont-ils se réserver le pétrole ?**

L'Irak possède les deuxièmes réserves pétrolières au monde, avec des coûts d'exploitation très bas (moins de 2€ le baril). Qui va exploiter ce filon ? Avant le conflit, la production irakienne était de 2, 2 millions de barils par jour. La première tâche d'une autorité américaine sera de remettre en état les infrastructures pour retrouver ce seuil de production. Cela permettrait de dégager, au cours actuel du brut, 20 milliards de dollars (18, 44 millions d'euros) par an. Un argent utile pour payer une partie du conflit.

A moyen terme va se poser la question de l'attribution de l'exploitation de ces réserves. Le gouvernement de Saddam Hussein avait signé de nombreux accords en particulier avec des compagnies pétrolières russes. Ces accords seront-ils reconnus par la nouvelle autorité ? Qui décidera de l'attribution de ces nouveaux contrats d'exploitation, principale richesse du pays ? Aux Etats-Unis, on précise que les alliés de l'Amérique seront servis en premier. Mais la négociation de ces contrats prendra des mois, voire des années.

### **7) Quelles conséquences pour le monde arabe ?**

## Irak : après la guerre, on fait quoi ? - 3/4

Le monde arabe dans son ensemble a été choqué par la rapidité avec laquelle la capitale irakienne, symbole culturel extrêmement fort dans l'histoire du Moyen-Orient, est tombée entre les mains des forces américaines. "Une fois de plus, a souligné un homme d'affaire jordanien, Ziad Shannak, résumant le sentiment de la rue, les Arabes sont soumis à l'humiliation, à la déception, à l'instar de la défaite cuisante face à Israël en 1967, malgré les promesses tonitruantes de Nasser, alors président de l'Égypte. " Un sentiment partagé par les intellectuels arabes qui annoncent une "nouvelle colonisation" des États-Unis en Irak, rendue possible, selon eux, par les "nombreuses dictatures dans le monde arabe. Les statues de Saddam Hussein détruites, ses effigies qui brûlent, ses palais saccagés sont autant de messages aux dirigeants arabes qui contrôlent leurs peuples par la force", notent-ils encore.

Faut-il s'attendre, comme en 1991 après la première guerre du Golfe, à une reprise rapide des négociations israélo-palestiniennes pour un règlement du conflit ? Georges W. Bush et Tony Blair ont déclaré lors du sommet de Belfats (Irlande du Nord), le 8 avril, qu'ils étaient "déterminés à appliquer la feuille de route vers la paix", qui prévoit, d'ici à 2005, la création d'un État palestinien indépendant. Mais son application avait jusqu'ici été reportée sous la pression du premier ministre israélien Ariel Sharon. En attendant, la situation s'est fortement dégradée dans les Territoires palestiniens pendant la guerre en Irak sous les coups de boutoir de l'armée israélienne.

### 8) Quelles répercussions sur la scène diplomatique ?

La guerre en Irak, menée par les USA et la Grande-Bretagne (qu'ivis par la coalition diplomatique d'une cinquantaine de pays, bien moins importante que celle rassemblée lors de la première guerre du Golfe), va peut-être marquer un tournant. Les États-Unis sont apparus plus que jamais comme une "hyperpuissance" qui décide seule, agit pratiquement seule et snobe l'ONU lorsque cette dernière s'oppose à ses plans.

Pour l'avenir, l'administration Bush oscille entre cette approche d'un "nouvel ordre mondial unipolaire" et celle d'un rapprochement avec la communauté internationale dont les États-Unis ne pourront pas se passer à l'avenir. Pour beaucoup, la reconstruction de l'Irak devra passer par l'ONU et la nécessité de poursuivre une guerre longue contre le terrorisme international demandera des alliances multiples et une coopération internationale.

L'Union européenne a, quant à elle, montré son incapacité à présenter un front uni. Alors que 8 pays (dont la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et plusieurs des 10 futurs nouveaux membres de l'UE) ont manifesté publiquement leur ralliement à la démarche américaine, France et Allemagne ont porté le flambeau des anti-guerre.

Entre Paris, qui a menacé d'user de son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, et Washington, la brouille est profonde. Cependant, un refroidissement à long terme ne semble pas vraisemblable. Le sommet du G8 à Evian au mois de juin pourrait être une très bonne occasion de renouer contact avec Washington et d'oublier la bataille diplomatique d'avant-guerre. Si toutefois le président Bush ne boycotte pas la réunion... ce qui serait un très mauvais signe pour les relations entre les 2 pays.

### 9) Après l'Irak, à qui le tour ?

Le régime de Bagdad tombé, il reste deux pays, il en reste encore 2 sur la liste américaine de l'"axe du mal" : l'Iran et la Corée du Nord, et d'autres sont accusés de soutenir le terrorisme international. Le secrétaire d'État américain Colin Powell a indiqué que les avertissements lancés début avril par Washington en direction de la Syrie et de l'Iran ne devaient pas être interprétés comme des menaces de guerre. " Nous pensons que ces nations, la Syrie et l'Iran, devraient se rendre compte que développer des armes de destruction massive n'est pas dans leur intérêt. Cela ne veut pas dire qu'ils vont devoir faire face à une guerre". Selon lui, l'exemple irakien devrait suffire à les dissuader de suivre le même chemin. L'Iran affirme ne vouloir poursuivre qu'un

## Irak : après la guerre, on fait quoi ? - 4/4

programme nucléaire civil, et prétend se soumettre au contrôle de l'AIEA. En revanche, la menace de la Corée du Nord, qui dispose déjà clairement de l'arme nucléaire, complique les choses pour Washington, qui ne pourra pas y lancer des bombes sans provoquer un désastre régional.

### 10) L'économie mondiale va-t-elle repartir ?

La fin de la guerre ne lève pas toutes les incertitudes qui grippaient la croissance avant le conflit. En publiant leurs prévisions de printemps, les grandes organisations internationales ont livré des prévisions toutes corrigées à la baisse. Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé le 10 avril que l'économie mondiale devrait croître de 3,2% cette année, alors qu'il prévoyait 3,7% il y a 6 mois. Pour la zone euro, la Commission européenne a révisé le même jour ses prévisions de croissance pour les 2 premiers trimestres de l'année. Une croissance qui frôle la stagnation.